



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

Bruxelles, le 5 Décembre 2011

- **A toutes les organisations membres de l'EFFAT**

Chers Amis, Chères Amies,

En concertation avec Harald Wiedenhofer, il nous a semblé opportun que je puisse m'adresser à vous au travers de ce courrier. La situation l'exige, les dossiers que nous traitons en ce moment, l'exigent. Parce qu'il est nécessaire de renforcer nos liens et je tiens à partager avec vous ces quelques réflexions au sein de notre fédération démocratique.

Sans être exhaustif, il est temps de faire un point précis de la situation sur tout ce que l'EFFAT a initié, initié ou va initier. Lorsque nous nous référons à l'EFFAT, il s'agit bien du secrétariat et des organisations syndicales affiliées, parce que nous formons un ensemble pour la défense et le développement de valeurs sociales et sociétales au sein des trois secteurs que nous suivons.

Les deux dernières crises mettent l'Europe face à de nouveaux défis, qu'ils soient d'ordre économiques, politiques ou syndicaux, nous devons y faire face parce qu'il en va de l'avenir de la démocratie sociale. Les attaques successives contre les pays, contre l'euro, exacerbent et créent une tension qui se développe partout et accroissent le scepticisme des citoyens européens vis-à-vis de leur avenir et celui de l'Europe.

Inutile de revenir sur les causes de ces crises, nous en connaissons tous les origines. Nous connaissons aussi leurs effets puisque nous subissons ou commençons à subir des politiques d'austérité, seules réponses d'urgence apportées par tous nos responsables politiques qui manquent à la fois d'ambition mais aussi d'anticipation à développer des véritables politiques de croissance économique et sociale. De ce fait, ils laissent le marché agir à leur place et accroître les inégalités sociales. D'autant plus qu'en règle générale, les organisations syndicales ne sont pas consultées et ceci est un choix politique et délibéré de nos dirigeants.

Nous laisseraient-ils ainsi que deux choix, celui de se taire et laisser se développer les politiques d'austérité ou celui d'accepter un démantèlement européen inévitable selon certains, bien relayé par les médias actuellement.

Ces deux hypothèses ne peuvent même pas être envisageables pour nous syndicalistes, parce qu'il existe une troisième solution. Celle du renforcement de l'Europe, celle d'un véritable projet politique européen de cohésion sociale, celle qui répondra aux projets européens de demain pour l'avenir de l'ensemble de ses citoyens. Parce qu'aujourd'hui, encore plus qu'hier, nous sommes les véritables garants de la solidarité entre les peuples, de la solidarité entre les pays, parce que nous portons ensemble le poids de l'histoire et le pacte de paix européen.



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

Chères et chers ami(e)s, chers collègues, l'EFFAT a pris cette option depuis son origine et avant elle, les deux fédérations qui l'ont précédée. Elle l'a certainement pris encore plus, depuis le congrès de Berlin par ses orientations politiques d'investir tous les lieux où nous pouvons agir en faveur du développement social en Europe. Parce que, que ce soit au niveau du tourisme, de l'alimentation ou de l'agriculture, pour l'égalité professionnelle ou pour la politique des comités d'entreprise européens, nous avons abordé toutes les questions de manière extrêmement concrète, nous avons recherché des solutions qui prenaient en compte la diversité des situations nationales et surtout nous avons réussi à nous accorder sur ces solutions et à les soutenir partout et tout le temps, ensemble. Parce qu'il ne peut y avoir ni de faiblesse, ni de faille dans nos actions conjointes pour l'intérêt commun des travailleurs européens que nous défendons. Notre force syndicale se situe à ce niveau, il ne peut exister de politique du tout ou rien, il existe qu'une politique de concertation commune que nous devons partager avec nos partenaires sociaux et les responsables politiques pour avancer concrètement vers les solutions qui existent.

Oui, c'est un combat quotidien ! Oui, c'est un combat où nous n'obtenons pas tout, tout de suite comme nous le souhaiterions mais c'est un passage obligatoire parce que le monde ne s'est pas construit en un jour, parce qu'il ne suffit pas d'être convaincus tout seul. L'intérêt est que ces solutions soient adoptées en partenariat afin qu'elles soient appliquées, suivies et contrôlées pour ne plus laisser de place aux incertitudes et aux inégalités.

Alors, voici certains de nos enjeux de demain: pour le moment, inutile de revenir sur nos décisions concernant le travail précaire, nous poursuivons nos discussions et travaux et il faut laisser la place à la concertation commune. Cependant, un certain nombre d'autres fédérations syndicales européennes, la Confédération Européenne des Syndicats et certains politiques suivent attentivement le résultat de nos travaux car ils savent que c'est un enjeu majeur pour l'Europe et que l'EFFAT est la plus avancée sur le sujet.

Par contre, comment dans le secteur du tourisme, poursuivons-nous notre action pour le développement du passeport de qualification décidé avec les employeurs en 2006, alors qu'aujourd'hui, la DG Entreprise et industrie veut lui donner une autre orientation et l'intégrer dans EURES. Comment reprenons-nous au plan national, pour la restauration collective, l'outil de formation en ligne concernant l'hygiène alimentaire ? Les réponses à ces questions ne sont pas uniquement de la responsabilité du secrétariat, elles nous concernent et nous impliquent tous parce que nous les avons adoptées en secteur et au comité exécutif et que notre responsabilité est de les faire vivre.

La prise en compte des dernières décisions du Comité Exécutif concernant l'égalité professionnelle est primordiale. Elle l'est pour les plus que 40 % de femmes adhérentes à l'EFFAT (via les organisations syndicales nationales affiliées), mais elle l'est aussi pour l'égalité sociale où les femmes doivent être réellement reconnues à part égale avec les hommes pour les mêmes métiers qu'elles exercent et pour leur implication dans la société.

Pour l'alimentation, il est primordial de poursuivre nos actions communes contre le dumping social dans le secteur de la viande et ainsi passer concrètement de la « feuille de route » (adoptée aussi en AG et au CE) à des projets communs et concertés pour obliger les employeurs à développer un véritable dialogue social dans le secteur. Pour le moment, certains y sont opposés (y compris certaines fédérations françaises des employeurs) mais la délégation EFFAT qui a rencontré le commissaire Andor a permis que ce dernier prenne



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

réellement en compte la situation de ce secteur, alors poursuivons dans ce sens. De même, les discussions avec Food Drink Europe pour la création d'un dialogue social européen est une avancée certaine pour la prise en compte du social dans l'ensemble des secteurs de l'alimentation. Après de longues années d'attente, c'est une porte qui s'ouvre à nous et que nous devons saisir. Bien sûr, nous devons être vigilant car il n'existe pas d'employeurs philanthropes et qu'ils y ont aussi un intérêt, mais donnons-nous cette chance de concertation qui pourrait éventuellement, ne pas se renouveler si nous en loupions l'occasion.

Pour ce qui concerne toutes les actions menées par l'EFFAT contre les directives et projet de directives libérales qui introduisent encore plus de dumping et d'inégalité sociale, n'ont effectivement pas pu être rejetées (essentiellement à cause de l'environnement politique dans les pays de l'Union européenne). Mais grâce aux initiatives de l'EFFAT, aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls, d'autres fédérations européennes nous ont rejoints dans l'action et nous poursuivons ces actions aussi bien au niveau européen qu'au niveau national.

Enfin, quant à la PAC, une circulaire vient de vous être envoyée afin que le secrétariat puisse recueillir vos remarques concernant la position de l'EFFAT : il semble important de remémorer quelques faits. Après, il vous appartiendra de juger et de décider ce qui sera le mieux pour nous.

En 2009, nous avons été interpellés par des responsables de toute orientation politique, sur une simple question : devons-nous poursuivre la politique agricole commune ou ouvrir l'agriculture au marché libéral? Nous sommes un certain nombre à avoir passé du temps à faire du lobbying afin que la PAC soit maintenue mais pas dans ses applications actuelles. Puis, il y a eu le grand débat public orchestré par le nouveau commissaire, et l'EFFAT à force de pression et de conviction a réussi à ce que 10 d'entre nous puissent participer à ce rassemblement en juillet 2010 à Bruxelles et défendre ensemble les intérêts des salariés. Alors que nous savons pertinemment qu'un certain nombre des 490 autres participants (agriculteurs, association de consommateurs, etc.) nous ignoraient complètement et ne pensaient qu'à défendre leur intérêt individuel contre l'intérêt collectif et en particulier, celui des salariés.

Face à cette situation, nous nous étions déjà organisés à Almería, puis à Dubrovnik et nos positions et revendications sont claires et restent identiques. Elles sont claires parce qu'elles ont été élaborées et défendues ensemble.

Alors oui, les propositions de la Commission européenne ne répondent pas à toutes nos attentes parce que nos réalités nationales sont aussi différentes d'un pays à un autre, mais elles répondent à une essentielle, la prise en compte de l'emploi et d'un certain nombre d'aspects pour l'avenir de l'agriculture en Europe et ceci, quelque soit le pays. Nous sommes tous concernés. Depuis sa mise en œuvre en 1962 et ses révisions successives, nous n'avons jamais réussi à obtenir l'intégration d'une référence à l'emploi et tout ce qui y est lié. Mais jusqu'en 2013, rien n'est gagné sur cet aspect de l'emploi parce qu'un certain nombre de gouvernements, de parlementaires et d'employeurs (regarder la déclaration du COPA – GEOPA sur la PAC) souhaitent que cette référence soit retirée du texte de la Commission. Et oui, nous devons poursuivre à ce que la formation, la protection sociale, les conditions de travail et la santé/ sécurité au travail de tous les travailleurs soient aussi inscrit dans la et les prochaines réformes de la PAC.



EFFAT

EUROPEAN FEDERATION OF FOOD, AGRICULTURE AND TOURISM TRADE UNIONS

Alors, ce sont pour toutes ces raisons que nous devons poursuivre notre concertation et notre action commune, aussi bien au niveau européen qu'au niveau national, parce que nous sommes actuellement les seuls à défendre la cohésion sociale dans tous les secteurs et actions que nous menons.

Ce long courrier n'a pas d'autre objectif que de nous inciter à poursuivre dans la voie que nous nous sommes tracée ensemble. C'est notre force.

Si quelqu'un peut-être fier, alors je suis fier d'être votre président, je suis fier de faire partie d'une fédération européenne qui connaît les enjeux, qui sait y répondre et qui agit pour la cohésion sociale et l'égalité entre les peuples et les pays de l'Union européenne. Grâce à vous et au secrétariat, nous avançons et nous continuerons à avancer.

En attendant de vous revoir avec grand plaisir, je vous souhaite et en particulier pour tous ceux que je n'aurai pas l'occasion de voir avant la fin de l'année, de très joyeuses fêtes de fin d'année.

Bien amicalement

Bruno Vannoni  
Président de l'EFFAT